



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service sécurité de l'environnement industriel

AFFAIRE SUIVIE PAR : Sophie Gaillard  
TELEPHONE : 02.38.42.42.78  
BOITE FONCTIONNELLE : sophie.gaillard@loiret.gouv.fr  
REFERENCE : consignation/printor direct/ap  
abrogation consignation

**ARRETE**  
**abrogeant l'arrêté portant consignation de**  
**fonds du 22 novembre 2012 à l'encontre de**  
**Maître Jean-Paul JOUSSET**  
**liquidateur judiciaire de la société**  
**PRINTOR DIRECT INDUSTRIES**  
**site de TAVERS**

**Le Préfet du Loiret,**  
**Officier de la Légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement (Livre V Titre I) et notamment son article L.171-8 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 5 mai 1997 autorisant la société SA FECOMME QUEBECOR à exploiter une imprimerie OFFSET à l'usine ROTO 45 située sur la Z.I RN 152 à TAVERS ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant du 9 août 2007 de la société SA FECOMME QUEBECOR au profit de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES ;

**VU** le jugement du tribunal de commerce d'Orléans du 23 février 2011, prononçant l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES et désignant Maître Jean-Paul JOUSSET en qualité de liquidateur judiciaire ;

**VU** les courriers du 12 juillet 2011 et du 11 octobre 2011 de Maître Jean-Paul JOUSSET, mandataire judiciaire, informant tout d'abord le service d'inspection des installations classées de l'arrêt des activités de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES à TAVERS depuis novembre 2010 et notifiant ensuite l'arrêt de l'activité du site à Monsieur le Préfet du Loiret ;

**VU** le courrier de M. Le Préfet du Loiret du 20 juillet 2011 adressé à Maître JOUSSET l'informant de ses obligations environnementales relatives à la cessation d'activité de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES et notamment vis à vis des dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement, relatives à la mise à l'arrêt définitif et la remise en état d'une installation classée soumise à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2012, et notamment son article 4, mettant en demeure Maître Jean-Paul JOUSSET, liquidateur judiciaire de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES, de placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2012 prescrivant une consignation de fonds à l'encontre de Maître Jean-Paul JOUSSET, liquidateur judiciaire de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES, pour non-respect des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 janvier 2012 précité ;

**VU** les documents des 19 et 27 juin 2014 transmis par Maître JOUSSET relatifs à la réhabilitation du site de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES à TAVERS ;

**VU** le procès verbal de récolement de constat de travaux du 4 juillet 2014 rédigé par l'inspection des installations classées ;

VU le courrier préfectoral du 11 juillet 2014 prenant acte de la remise en état et de la réhabilitation du site de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES pour un usage futur de type commercial ;

VU le rapport du 3 février 2015 de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2012 a prescrit à Maître JOUSSET une consignation de fonds d'un montant de 6000 € répondant du coût de la réalisation d'un mémoire pour la remise en état du site de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES à TAVERS ;

**CONSIDERANT** que Maître JOUSSET a transmis, par courriers des 19 et 27 juin 2014, des rapports relatifs à la réhabilitation du site de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES à TAVERS ;

**CONSIDERANT** que les documents transmis par Maître JOUSSET par courriers des 19 et 27 juin 2014 répondent au mémoire de remise en état du site de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES à TAVERS ;

**CONSIDERANT** que l'inspection des installations classées a constaté par procès verbal de récolement du 4 juillet 2014 la réalisation des travaux de remise en état et de réhabilitation du site de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES à TAVERS ;

**CONSIDERANT** que Monsieur le préfet du Loiret a pris acte par courrier du 11 juillet 2014 de la remise en état et de la réhabilitation du site de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES à TAVERS pour un usage futur de type commercial ;

**CONSIDERANT** que la procédure de consignation engagée par l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2012 devient caduque ;

**CONSIDERANT** dès lors qu'il convient d'abroger l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2012 susvisé ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral du 22 novembre 2012 prescrivant une consignation de fonds d'un montant de 6000 € à l'encontre de Maître Jean-Paul JOUSSET, mandataire judiciaire, de la société PRINTOR DIRECT INDUSTRIES, est abrogé.

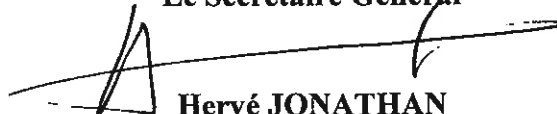
### **Article 2 : Exécution et diffusion**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret, Monsieur le directeur régional des finances publiques du Centre et du Loiret, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre Val-de-Loire, les inspecteurs des installations classées et Monsieur le maire de TAVERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à Maître Jean-Paul JOUSSET par voie administrative.

Fait à Orléans le 24 FEV. 2015

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Hervé JONATHAN

## **Voies et délais de recours**

### **Recours administratifs**

L'exploitant peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 La Défense Cedex

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

### **Recours contentieux**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211.1 et L 511.1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois suivant la mise en service de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Tout recours est adressé en recommandé avec accusé-réception.**



Diffusion :

- M JOUSSET Liquidateur judiciaire de la société PRINTOR DIRECT,
  - M le Maire de TAVERS,
  - M le Directeur régional des finances publiques du Centre et du Loiret,
  - Mme l'inspectrice UT DREAL Centre,
  - M le Directeur des moyens, de la logistique et des mutualisations de la Préfecture,
  - service de la coordination interministérielle de la Préfecture
- Mission développement économique et emploi